



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FIOROTTO Jean-Luc (Propriétaire C226)

38 av. des Araires
33640 Arbanats

Références : 26-276

Code AIOT : 0100037608

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement FIOROTTO Jean-Luc (Propriétaire C226) implanté Lieu-dit Les Landes 33640 Arbanats. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FIOROTTO Jean-Luc (Propriétaire C226)
- Lieu-dit Les Landes 33640 Arbanats
- Code AIOT : 0100037608
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En octobre 2023, un contrôle terrain dans la zone a permis de constater de manière inopinée un stockage de déchets non dangereux (bois, tuiles, terres, plastiques en mélange à des déchets de déconstruction...) sur les parcelles C226 et C227 de la commune d'ARBANATS.

Propriétaire de la parcelle C226, Monsieur FIOROTTO a fait l'objet d'un rappel à la loi par voie de mise en demeure en date du 25 mars 2024 compte tenu de l'absence d'autorisation ou déclaration préalable au titre des rubriques 2760 (décharge) ou 2517 (activité de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes) de la réglementation des installations classées. Une démarche équivalente a été entreprise pour l'utilisateur de la parcelle C227.

La présente inspection a pour objectif de vérifier les actions de régularisation menées par M. FIOROTTO.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Activité relevant de la réglementation des installations classées (ICPE)	Code de l'environnement du 06/10/2023, article L. 512-1, R. 511-9	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La parcelle C226 a accueilli une gravière dans les années 70 dont le plan d'eau a été remblayé par des déchets de bois brut issus de scierie et des gravats inertes de démolition dans le but de niveler le terrain à la hauteur des terrains voisins. La présence de bois, non inerte, ne permet pas de considérer ce remblaiement comme un simple aménagement de la parcelle au titre de l'article R.421-19 du code de l'urbanisme. Toutefois, s'agissant de bois brut non traité, un risque de pollution du milieu souterrain n'est pas suspecté.

Ainsi, il est toujours attendu du propriétaire un arrêt du remblaiement de son terrain et une remise en état par intégration paysagère. A réception des justificatifs, la mise en demeure pourra être levée. Le cas échéant, les suites administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en particulier une amende, pourront être proposées.

Le présent rapport est transmis pour information à la Mairie d'Arbanats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activité relevant de la réglementation des installations classées (ICPE)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/10/2023, article L. 512-1, R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement au titre de la nomenclature ICPE
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>APMED du 25/03/2024 :</u></p> <p>M. FIOROTTO Jean-Luc, exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux située sur la parcelle n° 226 de la section C du cadastre de la commune d'ARBANATS (33 640), est mis en demeure de régulariser sa situation administrative :</p> <ul style="list-style-type: none">• soit, en déposant un dossier de demande d'autorisation conformément à l'article R. 181-12 et suivants du code de l'environnement ;• soit, en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement. <p><u>Nomenclature ICPE :</u></p> <p>Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er.</p> <p>(...)</p> <p>Rubrique 2760 : Installation de stockage de</p> <p>2b. Déchets non dangereux; sans seuil, régime de l'autorisation</p> <p>3. Déchets inertes; sans seuil, régime de l'enregistrement</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il est constaté que le sol est toujours recouvert de gravats issus de la démolition. En surface, les tuiles sont les matériaux les plus visibles. Il peut être apprécié des dépôts récents dans la mesure où la végétation ne les recouvrent pas contrairement à d'autres zones. Des tas de matériaux de déconstruction, avec tôle en fibro-ciment sont également présents. La présence d'amiante ne peut être appréciée. Il est donc constaté que l'apport de déchets a continué depuis la mise en demeure du 25/03/2024.</p> <p>Toutefois, la présence du propriétaire le jour de l'inspection a permis de comprendre l'utilisation de la parcelle, ainsi que son historique. En effet, M.FIOROTTO explique avoir donné son accord à M. MARROT, exerçant une activité de charpentier, pour vider les déchets (gravats et tuiles) issus de ses chantiers. M.MARROT déclare procéder ainsi depuis 20 ans. L'objectif de remblaiement était le retour à niveau des terrains voisins en vue d'y exercer une activité de loisir. La pratique du</p>

moto-cross a été évoquée. Avant ça, une gravière a été exploitée dans les années 70 pour les besoins locaux. La fosse d'extraction avait laissé un plan d'eau de plusieurs mètres de profondeur que M.FIOROTTO a entrepris de reboucher, dans un premier temps, par les déchets issus de sa propre activité de scierie (écorces/sciure/bois). Il a arrêté son activité en 2018. Afin de continuer le remblaiement et de revenir à la cote du terrain naturel, l'acceptation de déchets de déconstruction s'est poursuivie, notamment avec M.MARROT.

M.MARROT, de son côté, déclare n'avoir jamais été rémunéré ni avoir dû payer pour l'apport de ses déchets. Il entretient la parcelle et s'assure de maintenir l'accès fermé. Celui-ci déclare également avoir vu des dépôts sauvages, réalisés la nuit, de chantier de déconstruction notamment de maisons brûlées avec de gros blocs de béton qui avaient alors nécessité une action de concassage.

L'analyse des vues aériennes disponibles via le site Internet de l'IGN "remonter le temps", montre une parcelle boisée en 1973, puis effectivement la présence d'un plan d'eau suite à extraction en 1979. En 1991, il est constaté le comblement de la moitié de ce plan d'eau, puis la poursuite du remblaiement et la présence de passages réguliers jusqu'à ce jour (voir PJ).

Compte tenu de ces déclarations, il n'y a pas eu une activité économique organisée de stockage de déchets, mais un objectif de remblaiement de la parcelle C226 ce qui relève de l'article R. 421-19 point k du code de l'urbanisme qui prévoit l'obtention d'un permis d'aménager pour "*les exhaussements du sol dont la hauteur excède deux mètres et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à deux hectares*". En revanche, la nature des matériaux utilisés n'est pas adaptée et cette parcelle est aussi à considérer comme un lieu de stockage de déchets inertes et de bois brut. Le propriétaire, M.FIOROTTO, déclare ne pas avoir l'intention de poursuivre de la sorte ni à demander l'enregistrement de cette activité au titre de la réglementation des installations classées. M.MARROT déclare stopper tout apport de déchets en provenance de ses chantiers.

En l'absence d'échanges commerciaux et au vu de la nature des déchets et de l'historique, il n'apparaît pas proportionner, à ce stade, de poursuivre les sanctions à l'encontre du propriétaire et du producteur de déchets sous réserve qu'une **cessation d'activité et une régularisation au titre de l'article R. 421-19 point k du code de l'urbanisme soient engagées**. Compte tenu des volumes stockés (40 ans de remblaiement) et de la nature des déchets tels que déclarés, la **sécurisation et la remise en état de la parcelle** est attendue, sans retrait total des déchets. En revanche, **tout déchet non inerte, en particulier de type fibro-ciment et bois, doivent être retirés de la surface et évacués en filière adaptée et dûment autorisée**.

Il est rappelé qu'au-delà de l'impact environnemental, cette pratique a introduit une distorsion de concurrence avec d'autres artisans éliminant leurs déchets dans des filières autorisées. Aussi, en l'absence de régularisation dans les délais, une amende administrative sera proposée à l'encontre du propriétaire et de l'apporteur de déchets, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Enfin, afin de garder la mémoire de ces déchets et de transmettre la connaissance de l'historique en vue de potentielles constructions, la parcelle C226 sera également proposée à l'enregistrement au secteur d'information des sols (SIS).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé au propriétaire et apporteur de déchets de notifier, par écrit, l'arrêt du stockage par enfouissement de déchets sur la parcelle C226, ainsi que de justifier d'un plan d'actions, accompagné d'un calendrier, pour retirer les plaques de fibro-ciments, sécuriser et remettre en état la parcelle.

L'objectif est d'éviter qu'un promeneur ne se blesse sur les déchets et de limiter l'accès à tout dépôt sauvage. La remise en état doit prévoir une intégration paysagère de la parcelle à son environnement, ce qui nécessite a priori un apport de terres végétales et une végétalisation de la parcelle.

La notification et le plan d'action sont à transmettre sous 1 mois. La remise en état doit être effective, au maximum, sous 1 an afin de tenir compte des volumes de terres végétales à apporter et plantations à réaliser.

L'ensemble de ces actions (élimination de déchets, apports de terre) doivent être tracées et enregistrées. Les justificatifs sont à transmettre à l'inspection des installations classées dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois